

Geneva Internet Platform

DigitalWatch

NEWSLETTER
EN FRANÇAIS

*Vous recevez des centaines d'informations
sur les politiques numériques.*

Nous les recevons aussi.

*Nous les décodons, contextualisons, et analysons.
Ensuite, nous les résumons pour vous.*

TENDANCES DES POLITIQUES NUMERIQUES EN MAI

1. Entrée en application du RGPD de l'UE

Le mois de mai était très attendu avec l'entrée en application du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Il a déclenché une course de dernière minute dans les entreprises et organisations pour mettre à jour leurs politiques de confidentialité et assurer la conformité de leurs pratiques de marketing en ligne.

Le RGPD remplace la Directive sur la protection des données de 1995, et a transformé les processus à travers lesquels les données personnelles des citoyens de l'UE sont collectées et traitées. Son impact dépasse les frontières de l'UE; les entreprises basées hors de l'Europe mais traitant des données de citoyens de l'UE devront en effet respecter ces nouvelles règles.

Dès son entrée en vigueur, des recours juridiques ont été lancés. L'ICANN a porté une affaire devant la justice contre EPAG, un registraire de noms de domaine basé en Allemagne, afin de contester sa décision d'arrêter de collecter les informations de contact administratives et techniques lorsque des noms de domaine sont enregistrés. Tandis que le registraire estime que collecter de telles données irait à l'encontre du RGPD, l'ICANN avance que le registraire enfreint aux son contrat en ne respectant pas l'obligation de collecter ces informations. Dans son arrêt, publié quelques jours après que cette affaire ait

été portée devant la justice, la Cour régionale de Bonn a rejeté la plainte de l'ICANN. En ligne avec le principe de minimisation des données sur lequel repose le RGPD, la Cour a estimé que la collecte et le stockage de données relatifs aux informations de contact administratives et techniques n'étaient pas nécessaires, et que la collecte des informations personnelles des registrants de noms de domaine était suffisante pour empêcher le détournement de ces noms de domaine.

L'activiste autrichien Max Schrems a déposé des plaintes contre Facebook et Google, les accusant de contraindre les utilisateurs à accepter leur politique de collecte des données. Ces plaintes, pouvant conduire à des amendes de 3.9 milliards d'euros au total, visent Facebook, WhatsApp et Instagram auprès d'autorités nationales de protection des données en Autriche, Belgique et à Hambourg, tandis qu'une autre plainte vise Google pour un montant total de 3.7 milliards d'euros.

Le RGPD pose également des problèmes pour la technologie blockchain. Cette technologie qui n'a pas été développée en tenant compte des questions de vie privée pourrait avoir des difficultés pour respecter ces nouvelles règles. Par exemple, il est possible de s'interroger si une technologie blockchain peut respecter le droit à l'oubli alors qu'il n'existe pas de mécanismes pour supprimer des données.

La suite en page 3



Le règlement général sur la protection des données de l'UE est entré en application le 25 mai 2018, introduisant des règles plus strictes en matière de collecte de données personnelles. Son impact va au-delà des frontières de l'UE, et affecte les entreprises à travers le monde, du fait que ces règles s'appliquent à toutes entités qui suivent les activités ou offrent des biens ou des services à des utilisateurs au sein de l'UE.

DANS CE NUMERO

BAROMETRE



L'économie de l'Internet, les droits en ligne et les nouvelles technologies étaient des thèmes d'actualité en ce mois de mai. Lisez notre résumé des derniers développements.

Plus en page 4 et 5

FACEBOOK



Le CEO de Facebook a rencontré les chefs des groupes politiques du Parlement européen pour répondre à leurs questions sur la protection des données et le contrôle des contenus.

Plus en page 6

FINANCE INCLUSIVE



La finance inclusive peut accélérer le développement, et les technologies numériques et les politiques publiques ont un rôle à jouer.

Plus en page 7

RGPD



Testez vos connaissances sur les principales dispositions du RGPD avec nos mots-croisés.

Plus en page 8



Le numéro 31 de la revue de *Geneva Digital Watch*, publié le 31 mai 2018 par la Geneva Internet Platform (GIP) et DiploFoundation | Traducteurs de l'édition française: Clément Perarnaud, Sorina Teleanu | Collaborateurs: Cedric Amon, Stephanie Borg Psaila, Jovan Kurbalija, Marco Lotti, Aida Mahmutović, Sorina Teleanu | Conçu et réalisé par Viktor Mijatović, mise en page par Aleksandar Nedeljkov, CreativeLab de Diplo | En plus de la revue, vous pouvez trouver un traitement en profondeur des derniers développements sur l'observatoire *GIP Digital Watch* (<http://dig.watch>) et rejoindre les discussions le dernier mardi de chaque mois, en ligne, ou au Geneva Internet Platform (<http://dig.watch/briefings>) | Envoyez vos commentaires à digitalwatch@diplomacy.edu | Téléchargez le numéro sur <https://dig.watch/newsletter/may2018>

DEVELOPPEMENTS NUMERIQUES A GENEVE

De nombreuses discussions politiques se tiennent à Genève tous les mois. Les informations suivantes couvrent les principaux événements ayant eu lieu en mars. Pour les comptes-rendus, visitez la section [Evènements Passés](#) de l'observatoire *GIP Digital Watch*.

Médias, justice et Etat de droit: les contrepoids du pouvoir

La session du 3 mai 2017 était marquée par le 25e anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Dans son allocution d'ouverture, le secrétaire général de l'ONU António Guterres a mis en exergue l'importance de la liberté de la presse pour la vie démocratique. Cette question a été réitérée au cours des discussions entre les participants, notamment en ce qui concerne le rôle important des gouvernements pour protéger l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (le droit à la liberté d'expression) au nom de la démocratie. Il a aussi été rappelé que la liberté de la presse est liée à l'objectif n°16 pour le développement durable (ODD), qui vise à promouvoir des sociétés ouvertes et pacifiques aux fins d'un développement durable. Tout en reconnaissant que la numérisation joue un grand rôle dans la démocratisation de l'accès à l'information, les participants ont mis en garde par rapport aux défis posés par la désinformation en ligne, et ont souligné le rôle de l'éducation (numérique) pour répondre à ces problématiques.

Commission de la science et de la technologie pour le développement – 21ème session

Au cours de sa 21ème session, qui s'est tenue du 14 au 18 mai, les travaux de la Commission ont porté sur deux thèmes prioritaires. Les discussions se sont intéressées au rôle de la science, de la technologie et de l'innovation pour accroître significativement la part d'énergies renouvelables d'ici 2030. Bien que les sessions aient rappelé le potentiel des technologies pour le développement, plusieurs intervenants ont mis en garde contre des réponses politiques trop lentes en matière de numérisation dans les pays en développement. L'attention des participants a aussi été portée sur l'importance de développer des compétences numériques afin de bénéficier de l'apport des technologies nouvelles et émergentes, en prenant en compte la jeunesse et la dimension du genre. En particulier, il est apparu que l'éducation des femmes aux technologies de l'information et de communication (TIC) se révèle crucial pour atteindre les ODDs. Cette réunion a fait le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des conclusions sur Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). **La Geneva Internet Platform a couvert plusieurs de ces discussions à travers ses rapports.**

Commission mondiale sur l'avenir du travail – 3ème réunion

La Commission, établie par l'Organisation internationale du travail (OIT) afin d'étudier l'avenir du travail, a tenu sa troisième réunion du 15 au 17 mai. Durant cette réunion, les 28 membres de la Commission ont commencé à travailler sur le rapport final – qui doit être rendu public au début de l'année 2019 – et qui inclura des recommandations pour permettre que le travail du futur offre des opportunités décentes et durables pour tous. Certains des sujets abordés concernaient la fracture numérique et la numérisation, et leur impact sur le travail, l'inclusivité, l'égalité hommes-femmes, les compétences et l'apprentissage, l'emploi des jeunes, les inégalités salariales, l'évaluation du travail et du bien-être, et les voies pour permettre un développement durable. La Commission se réunira à nouveau du 15 au 17 novembre 2018 afin de travailler sur le projet de rapport final sur l'avenir du travail.

Sommet mondial sur l'IA au service du bien social

Ce sommet, qui s'est tenu du 14 au 17 mai à l'Union internationale des télécommunications (UIT) visait à identifier des applications pratiques pour l'IA en tant qu'outils pour améliorer la qualité et durabilité de la vie. Ce débat était structuré autour de quatre composantes principales. La première thématique portant sur l'IA et l'imagerie satellite a mis en lumière le potentiel de l'utilisation des données satellitaires et de l'IA pour réaliser l'agenda 2030. La thématique portant sur l'IA et la santé a exploré les possibles contributions des algorithmes et de l'IA pour améliorer les systèmes de santé, notamment dans les pays en développement. La troisième thématique sur l'IA, les villes intelligentes et les communautés, s'intéressait à l'importance d'inclure les citoyens, et de les considérer comme des acteurs à part entière dans le développement et la mise en œuvre de tels projets. La quatrième thématique portait sur la confiance dans l'IA et visait à trouver des solutions pour combler les faiblesses techniques et politiques pour bénéficier d'une IA fiable. **La Geneva Internet Platform a couvert plusieurs de ces discussions à travers ses rapports.**

Assemblée mondiale de la santé – 71ème session

Les États membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se sont réunis à Genève du 21 au 26 mai 2018 pour échanger sur les politiques et actions actuelles et futures de cette organisation. Des sujets relatifs à l'utilisation des technologies numériques dans le domaine de la santé ont été abordés au cours des discussions. Un rapport destiné à améliorer l'accès aux technologies d'assistance préparé par le Directeur général de l'OMS, a souligné la nécessité d'adopter des politiques permettant de rendre ces technologies plus abordables et accessibles à travers le monde. Un autre rapport portant sur l'utilisation de technologies numériques appropriées pour la santé publique a souligné le rôle des technologies numériques pour renforcer les systèmes de santé, et appelé les États à accroître leurs capacités pour mettre en œuvre des programmes de santé numérique. Cet appel a été réitéré à travers la résolution sur la santé numérique qui appelle les États à donner la priorité à l'utilisation de solutions de santé numérique pour soutenir leurs efforts d'établissement d'une couverture de santé universelle. Cette résolution invitait également l'OMS à développer une stratégie globale sur la santé numérique.

TENDANCES DES POLITIQUES NUMÉRIQUES EN MAI

Suite page 1

L'efficacité du RGPD est déjà visible, mais le véritable test consistera à voir sa mise en exécution par les régulateurs.

2. L'attention sur les pratiques de Facebook se maintient

Après que Mark Zuckerberg, le CEO de Facebook, ait fait face au Congrès américain pendant plusieurs heures, il a ensuite été auditionné par le Parlement européen.

Son apparition, les questions qui lui ont été posées, et ses réponses, ont suscité des réactions mitigées. Nombreux sont ceux qui estiment que le patron de Facebook a évité certaines questions, d'autres regrettent que les députés n'aient pas posé les bonnes questions.

Par exemple, à la différence de l'audition aux États-Unis, la question de la réglementation n'a été que rarement abordée lors de cette audition. Les questions sur les «profils fantômes» ont aussi été écartées. Dans le même temps, certains sujets ont été traités de façon relativement complète. Par exemple, trois principaux problèmes ont été identifiés dans la feuille de route pour lutter contre les fausses nouvelles: contrôler les spams, lutter contre les faux comptes, et agir par rapport aux personnes partageant de fausses informations.

Il est à attendre que les entreprises – et en particulier le Big Four (Google/Alphabet, Apple, Facebook, et Amazon) – vont continuer à être observées avec attention, à mesure que leur modèle économique basé sur les données prendra de la valeur. Cette tendance devrait se poursuivre dans les mois à venir.

3. Les développements en matière d'intelligence artificielle prennent à nouveau de l'importance

Les développements en matière d'intelligence artificielle (IA), notamment de nouvelles recherches, la création de nouveaux hubs et centres de recherche, et de nouvelles étapes importantes

dans le développement de ces systèmes, font le titre des journaux régulièrement.

Au cours de ce mois, l'IA a pris encore plus d'importance suite à l'intervention du président français Macron lors de la conférence Viva Technology à Paris. [Macron](#) a suggéré la création d'une nouvelle structure globale, en charge de coordonner les réglementations et créer une réflexion commune sur l'IA.

En lien avec l'IA, l'utilisation de technologies de reconnaissance faciale a suscité des inquiétudes au Royaume-Uni suite à la publication du rapport intitulé *Face off: The lawless growth of facial recognition in UK policing*. [Ce rapport](#) montre que l'utilisation de ces technologies a conduit un nombre «stupéfiant» de personnes innocentes à être signalées de façon erronée comme tant suspects.

Des inquiétudes similaires ont émergé aux États-Unis, alors qu'il a été demandé à Amazon de ne plus vendre de technologies de reconnaissance faciale au gouvernement américain. Plus de trente organisations de la société civile américaines ont signé une lettre dans laquelle ils indiquent leurs préoccupations que la technologie d'Amazon soit utilisée de façon abusive par les gouvernements et qu'elle pose une grave menace pour les communautés, notamment les minorités de couleur et les immigrés.

Amazon a été appelée à arrêter de renforcer l'infrastructure de surveillance du gouvernement, qui pose une sérieuse menace pour ses clients et les communautés à travers le pays, ainsi qu'à être prêt à défendre les droits et libertés humaines.

Afin d'aborder la question de l'usage inapproprié des technologies, la Déclaration de Toronto, publiée lors de l'édition 2018 de RightsCon, [souligne](#) l'obligation des gouvernements et des entreprises technologiques d'empêcher les systèmes auto-apprenants de discriminer, et dans certains cas, de même violer les droits de l'homme.



L'utilisation de technologies de reconnaissance faciale par les gouvernements a fait naître des préoccupations concernant leur possible impact négatif sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales.
 Credit: Alexander Baxevanis

POLITIQUES NUMERIQUES: DEVELOPPEMENTS EN MAI

Le baromètre mensuel sur la gouvernance de l'Internet suit les questions spécifiques qui animent les débats publics, et vise à révéler les tendances du moment en comparant leur évolution chaque mois. Le baromètre détermine la présence de problèmes spécifiques de gouvernance d'Internet par rapport au mois précédent. *En savoir plus sur chaque mise à jour.*

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet



Même importance

Dans une déclaration sur la coopération en matière de cybersécurité, les dirigeants des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ont réaffirmé que le droit international s'applique au cyberspace. Ils ont chargé les ministres compétents d'identifier une liste concrète de normes pratiques volontaires de comportement étatique dans le cyberspace que les pays de l'ANASE pourraient adapter et mettre en œuvre.

La Commission mondiale sur la stabilité du cyberspace a adopté son «Appel à protéger l'infrastructure électorale». Les commissaires ont fait des progrès sur d'autres normes additionnelles, notamment en vue de contrer l'insertion de vulnérabilités dans des produits et services numériques critiques; encourager les gouvernements à révéler publiquement les vulnérabilités dans le matériel et les logiciels informatiques aux vendeurs; et définir davantage les éléments du «fondement public» (en anglais, «public core») d'Internet.

Développement durable



Même importance

Lors d'une réunion de la Commission sur le haut débit pour le développement durable, un rapport de synthèse a été publié sur le haut-débit et le développement national dans quatre pays les moins avancés – Cambodge, Rwanda, Sénégal et Vanuatu. Ce rapport a souligné des inquiétudes que la demande de haut-débit et son usage productif dans ces pays n'avaient pas correspondu à l'offre croissance.

Sécurité



Même importance

Le gouvernement britannique a introduit de nouvelles règles pour protéger son infrastructure critique et ses services numériques d'attaques informatiques et de défaillances des réseaux.

Commerce électronique et Economie de l'Internet



En progression

Lors d'un événement réunissant plus de 50 personnalités clés de l'industrie numérique, le président français Macron a mis en garde que l'industrie ne pouvait pas profiter du système sans en faire profiter la société. La question de la fiscalité a été un des principaux sujets de discussion.

Plus de 40 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont publié une déclaration commune appelant les États à ne pas adopter des mesures protectionnistes, et à résoudre leurs différends à travers le système multilatéral.

Les États-Unis et la Chine ont accepté de prendre des mesures efficaces pour réduire substantiellement le déficit commercial américain avec la Chine. Les discussions finalement avortées prévoyaient l'introduction de taxes sur la base de la «Section 301» envers Pékin. Une déclaration de vision commune sur la relation franco-australienne va lancer les futures négociations pour un traité de libre-échange entre l'Australie et l'UE.

La Cour suprême de Californie a souligné une série de conditions que des entreprises – notamment de l'économie du partage – doivent respecter pour classer leurs travailleurs en tant que contractants individuels plutôt qu'employés. Dans le même temps, une cour d'appel fédérale a statué qu'une réglementation adoptée en 2015 par la ville de Seattle autorisant les conducteurs de Uber et Lyft à se syndiquer n'était pas légale. En Egypte, une nouvelle loi encadrant les services de covoiturage a été saluée par des entreprises Uber et Careem.

Droits en ligne



En progression

Le RGPD de l'UE est entré en application le 25 mai 2018, et des plaintes devant la justice ont immédiatement été lancées. Une Cour en Allemagne a rejeté une plainte déposée par l'ICANN contre le registraire de noms de domaine EPAG au sujet de sa décision d'arrêter la collecte de données de contact administratives et techniques lorsqu'un nom de domaine est enregistré. L'activiste autrichien Max Shrems a déposé des plaintes contre Facebook et Google, les accusant de contraindre leurs utilisateurs à accepter les politiques de collecte des données.

Le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, a rencontré les représentants des groupes politiques du Parlement européen, suscitant des réactions mitigées aussi bien du fait des questions posées, que des réponses.

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté un protocole d'amendement visant à mettre à jour la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel. Ce changement impose que les traitements de données personnelles respectent le principe de «privacy-by-design» et offrent des garanties aux individus concernés par une prise de décision algorithmique.

Juridiction et Questions légales



Même importance

Dans un effort continu pour bloquer l'application de messagerie Telegram, les autorités russes ont bloqué plus de 15.8 millions d'adresses IP et plus de 50 services, notamment des VPNs et des anonymiseurs. [L](#)

L'Iran a aussi banni Telegram après avoir accusé l'application d'encourager une rébellion armée. [L](#) Mizan, l'autorité judiciaire iranienne, a bloqué la licence de Telegram lui permettant d'opérer en Iran, [L](#) en invoquant que cette application était utilisée pour des activités illégales.

Infrastructure



Même importance

Facebook et Qualcomm ont établi un partenariat pour développer la connexion Internet de grande vitesse dans les villes. [L](#) La US Computer Emergency Response Team (US-CERT) a publié une mise en garde au sujet d'un virus nouvellement découvert qui cible les équipements de réseau. [L](#) Le virus VPNFilter a le potentiel de couper l'accès à Internet à des centaines de milliers d'utilisateurs. [L](#) Il a déjà infecté plus de 500000 terminaux dans 54 pays, d'après la Talos Intelligence Unit de Cisco. [L](#)

Neutralité du net



En progression

Le Sénat américain a voté en faveur de l'annulation de la décision de la Commission fédérale des communications (CFC) d'abroger les règles sur la neutralité du net. Dans un vote de 52 contre 47, le Sénat a approuvé la résolution commune indiquant la désapprobation du Congrès vis-à-vis de la décision de la CFC de décembre 2017. [L](#) Afin de revenir aux règles précédentes de la CFC (qui datent de 2015), la résolution doit maintenant être adoptée par la Chambre des représentants et être promulguée par le président américain.

Dans le même temps, l'ordonnance «Restoring Internet Freedom» de la CFC, qui abroge les règles de la neutralité du net de 2015, entrera en application en juin. [L](#)

Le président français a appelé les pays à s'accorder sur une structure globale commune sur l'IA. Cette structure ne devrait pas réglementer, mais plutôt coordonner les réglementations et créer une réflexion commune sur l'IA. [L](#)

Nouvelles technologies (Internet des Objets, IA, etc.)



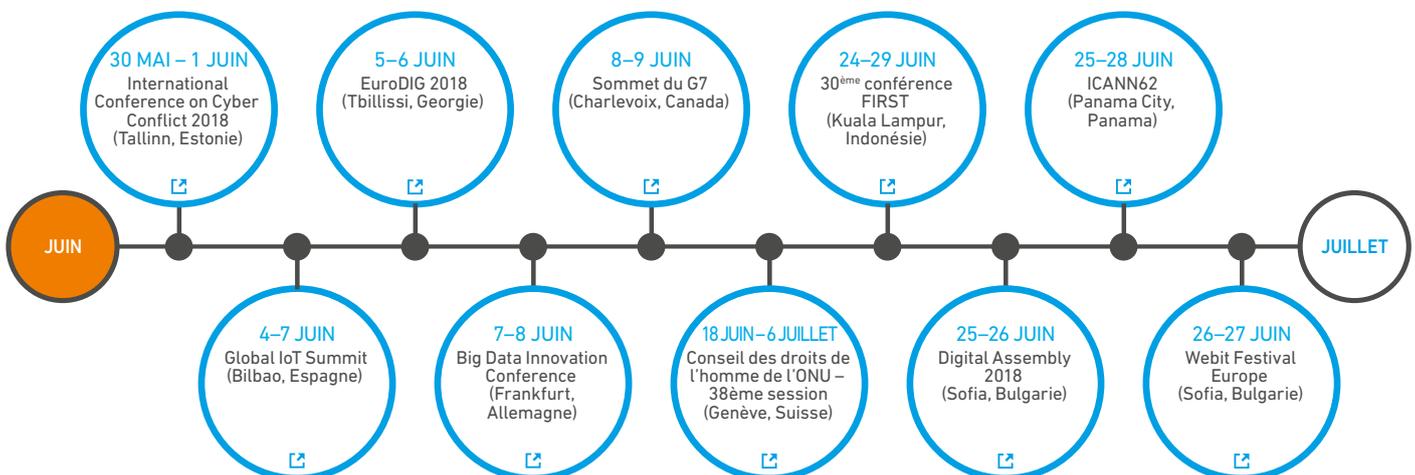
En progression

La Déclaration de Toronto, [L](#) présentée lors de RightsCon 2018, a souligné l'obligation des gouvernements et des entreprises technologiques pour empêcher les systèmes d'apprentissage machine de discriminer et violer les droits humains.

A travers une série de mesures pour moderniser le système européen de transport, la Commission européenne a publié une communication intitulée «En route vers la mobilité automatisée: une stratégie de l'UE pour la mobilité du futur». [L](#) La Communication détaille des actions visant à atteindre l'ambition de l'UE de devenir le leader mondial en matière de mobilité automatisée et connectée.

L'entreprise californienne de véhicules autonomes Drive.ai a annoncé le lancement de véhicules complètement autonomes, [L](#) sans conducteur de sécurité dans le siège du conducteur, sur les routes publiques de la ville de Frisco au Texas. Uber a annoncé sa décision d'arrêter son programme de véhicules autonomes en Arizona, [L](#) deux mois après qu'une voiture autonome Uber ait été impliquée dans un accident mortel dans cet état américain.

A VENIR EN JUIN



Pour plus d'informations sur les événements à venir, visitez <http://dig.watch/events>

LE PATRON DE FACEBOOK AUDITIONNE AU PARLEMENT EUROPEEN

Après avoir été auditionné plus de 11 heures par le Congrès américain en avril, le patron de Facebook Mark Zuckerberg a voyagé durant ce mois à Bruxelles pour rencontrer les représentants des groupes politiques du Parlement européen. Au cours de cette rencontre, qui a duré moins de deux heures, ces personnalités ont échangé sur de nombreux sujets, notamment le potentiel monopolistique de la position de Facebook sur le marché, la responsabilité de la plateforme par rapport aux contenus qu'elle héberge, la fiscalité, la vie privée et la protection des données.

Le format adopté pour cette rencontre a vu les députés européens poser des questions successivement à Zuckerberg, qui leur a ensuite répondu. Dans ses réponses, le CEO de Facebook n'a pas donné de réponse directe à toutes les questions, ce qui a suscité l'insatisfaction de certains députés, tout en promettant que son équipe y répondrait par écrit. A travers ses réponses, Zuckerberg a traité des questions suivantes:

Utiliser l'IA pour lutter contre les contenus inappropriés.

L'utilisation par Facebook d'outils d'IA pour contrôler les contenus n'est pas nouvelle, ce que Zuckerberg a rappelé. Soulignant que les contenus inappropriés, comme les discours de haine, le harcèlement, les contenus terroristes, et les fausses nouvelles, n'ont aucune place sur Facebook, le CEO a expliqué que Facebook développait des outils d'IA pour améliorer les processus d'identification et de suppression des contenus inappropriés.

Feuille de route sur la question des fausses nouvelles.

Facebook lutte contre les fausses nouvelles en répondant à ce qui a été identifié comme les principales sources de ce problème:

- *Spam.* Les spams étant guidé principalement par des motifs financiers, Facebook tente de mettre à mal leur modèle économique.
- *Faux compte.* Lorsque des individus utilisent des faux comptes, il y a moins de responsabilité selon Zuckerberg. Facebook a développé des outils pour identifier de tels comptes, au moment où ils sont créés ou rapidement après. L'entreprise a supprimé environ 580 millions de faux comptes au cours du premier trimestre 2018.
- *Individus qui ne veulent pas faire de mal mais qui partagent de fausses informations.* Facebook travaille avec des entités tierces de fact-checking pour identifier les nouvelles qui sont probablement fausses et pour minimiser la possibilité que ces informations soient partagées sur ce réseau. Lorsque ces contenus sont identifiés, des outils sont utilisés pour qu'ils sont moins mis en valeur, à l'inverse de contenus plus fiables. L'entreprise entend appliquer ce mécanisme dans autant de pays et de langues que possible.



Credit: European Parliament

Lutter contre de futures interférences dans des élections.

Facebook s'engage à travailler plus proactivement pour empêcher que la plateforme ne soit utilisée par des acteurs souhaitant interférer avec des élections. Le plan d'action de l'entreprise consiste en une combinaison de plus d'outils d'IA pour lutter contre les faux comptes, une coopération avec les commissions électorales, et une plus grande transparence par rapport à la publicité politique.

Réglementation. Réitérant l'argument qu'il avait développé lors de son audition au Congrès américain, Zuckerberg a indiqué que la question n'était pas de savoir s'il fallait une réglementation, mais plutôt qu'elle était la bonne réglementation. Une certaine forme de réglementation est inévitable et importante, mais il est aussi essentiel d'être flexible afin de permettre de nouvelles innovations.

La concurrence pour Facebook.

Zuckerberg a abordé la question de la concurrence sous deux angles. D'une part, il a expliqué que Facebook existe dans un espace très concurrentiel, en indiquant que de nouveaux concurrents apparaissent chaque jour, et qu'il lui faut donc rester pertinent en permanence. D'autre part, le patron de Facebook a également rappelé aux députés que le modèle économique de son entreprise reposait sur la publicité, et qu'il y a plus de 70 millions d'entreprises qui utilisent ses services. Selon lui, en permettant aux petites et grandes entreprises d'avoir accès à leurs clients, Facebook encourage la concurrence, a-t-il laissé entendre.

Fiscalité. Une des questions posées par les députés consistait à savoir si Facebook s'engagera à payer des impôts là où il opère, plutôt que de transférer ses profits réalisés dans un pays vers des paradis fiscaux. La réponse donnée était assez générale, et indiquait que Facebook paye systématiquement ses impôts dans les pays où l'entreprise conduit ses opérations, et notamment en Europe où elle investit massivement.

La neutralité des plateformes et les biais politiques. Une des préoccupations soulevées par les députés concernait le degré de neutralité politique de Facebook par rapport à toutes les idées. Zuckerberg a répondu que Facebook s'engage à être une plateforme pour toutes les idées, tout en soulignant que l'entreprise promet ne pas prendre de décisions relatives au contrôle de contenus et à la classification sur la base de positions politiques.

Profils fantômes. Une autre question abordée par les députés visait à obtenir plus de clarté sur les pratiques de Facebook pour collecter et transférer des données d'individus qui n'ont pas de profils Facebook («profils fantômes»). Lorsque cette question lui a été posée à la fin de son audition, Zuckerberg a répondu que l'entreprise a développé un outil de suppression de l'historique qui permet aux utilisateurs de supprimer leurs données, tout en indiquant que d'un point de vue de sécurité, il est «important de protéger les gens de notre communauté». Ces réponses ont été interprétées comme une tentative de ne pas donner une réponse claire à cette question, laissant les députés sur leur faim.

Comme promis par Zuckerberg, son équipe a fourni des réponses écrites à certaines des questions évoquées lors de l'audition au Parlement européen. Il n'est pas clair dans quelle mesure ces nouvelles réponses ont été plus satisfaisantes pour les députés.

FINANCE INCLUSIVE ET POLITIQUE NUMERIQUE

Il existe un intérêt croissant pour la finance inclusive, qui est perçue comme une voie pour accélérer le développement et la réalisation des ODD. La finance inclusive consiste à engager économiquement des individus qui sont en dehors des systèmes financiers et bancaires, à travers des technologies numériques comme les téléphones mobiles et la blockchain. Mais si ces technologies offrent des moyens, les politiques gouvernementales sont décisives pour le déploiement de la finance inclusive dans les économies à travers le monde.

L'accès des individus aux systèmes bancaires et financiers reste un défi pour de nombreuses régions du monde. Ce défi peut trouver sa réponse à travers l'utilisation de technologies numériques, comme le démontre le système de paiement mobile M-Pesa au Kenya. Mais la technologie seule n'est pas suffisante. Des politiques numériques sont nécessaires pour créer un environnement favorable au succès de la finance inclusive. Le succès de M-Pesa par exemple a été possible grâce à des réglementations favorables dans trois domaines: les télécommunications, les finances, et la concurrence. A travers cet article, nous nous intéressons aux interactions entre la finance inclusive et les champs de la politique numérique.

Inclusion numérique et accès aux mobiles et à Internet

L'inclusion financière dépend de l'inclusion numérique. Comme le montre le cas de M-Pesa, l'accès aux téléphones mobiles facilite l'accès aux services financiers. Alors que la couverture des téléphones mobiles s'améliore à travers le monde, le prochain défi est celui de l'accès à Internet pour des services plus sophistiqués, comme le e-commerce. Ici le principal obstacle sera de dépasser le problème du «dernier kilomètre», pour fournir l'accès à Internet aux communautés isolées et rurales.

Identités numériques

Un système d'identité numérique efficace est une précondition pour l'inclusion financière. Le système Aadhaar en Inde qui donne une identité numérique à près de 99% de la population, est la pierre angulaire des projets de finance inclusive dans le pays. Les systèmes biométriques sont particulièrement importants pour la finance inclusive, notamment pour les citoyens analphabètes ou sans documents d'identité. Les banques et autres fournisseurs de services financiers peuvent utiliser une identité numérique unique pour offrir ces services.

Big Data et IA

Comme souligné dans un récent rapport de The Economist, le Big Data et l'IA peuvent également faciliter l'inclusion financière. Les décisions de donner un soutien financier se basent souvent sur les antécédents de crédit des clients. Mais lorsque les clients n'ont pas d'historique, cela devient problématique. La technologie peut être utile dans ce cas précis. Les données relatives à l'utilisation de téléphones mobiles et d'applications peuvent être analysées par des prêteurs – à travers une combinaison de big data et d'algorithmes – pour déterminer si quelqu'un peut obtenir un prêt. Mais l'utilisation de telles techniques d'analyse pose aussi des problèmes en termes de vie privée et de biais dans le fonctionnement et décision de ces algorithmes.

Vie privée et protection des données

L'utilisation de données pour la finance inclusive pose la question de la protection de la vie privée. Si les gens échangent leurs données personnelles pour un meilleur accès à des services financiers, ils s'inquiètent d'avoir à perdre le contrôle sur l'utilisation de leurs données. Par exemple, en Chine, les notations financières s'approchent de plus en plus d'un système de notation du crédit social, et qui détermine qui est un «bon» citoyen, et qui ne l'est pas.

Monopoles et interopérabilité

Comme dans d'autres industries technologiques, les monopoles peuvent se développer aisément dans le monde de la finance en ligne. De nouveaux monopoles peuvent écarter des services financiers plus petits hors du marché et limiter le choix des consommateurs. Par exemple, M-Pesa couvre 80% de la finance en ligne au Kenya. Pour réduire ces monopoles et accroître les possibilités d'échanges, la Fondation Gates a développé un logiciel open-source, Mojaloop, qui permet de rendre des plateformes de paiement interopérable et simple d'utilisation. Les services interopérables pourront également protéger les actifs des pauvres, indépendamment du succès des entreprises.

Sécurité

La sécurité est importante pour l'inclusion financière numérique sur plusieurs plans. D'une part, la résilience et la cybersécurité des infrastructures sur lesquelles repose la finance inclusive est d'une grande importance. Ces infrastructures sont vulnérables aux attaques informatiques, comme l'a démontré l'attaque Swift en 2016, à travers laquelle 100 millions de dollars ont été volés à la Banque centrale du Bangladesh. D'autre part, la finance inclusive est affectée par la supervision en matière de sécurité des transactions financières. Par exemple, la lutte contre le terrorisme requiert souvent un plus grand contrôle des transactions financières. Plus strictes sont les conditions de sécurité pour le secteur financier, plus il est difficile pour les start-ups et nouveaux acteurs de rentrer dans le marché de la finance inclusive. Enfin, la finance inclusive peut avoir un effet sur la sécurité générale des pays à travers le monde. La monnaie numérique est plus sûre pour les utilisateurs que l'argent liquide. Sans argent caché sous le matelas, moins de vols et de crimes devraient avoir lieu.

Fiscalité

La finance inclusive peut avoir un impact sur les systèmes fiscaux. Avoir des systèmes de paiement en ligne peut permettre d'améliorer la collecte d'impôts et réduire l'économie souterraine, en donnant des preuves des transactions et en réduisant les coûts pour les administrations fiscales.



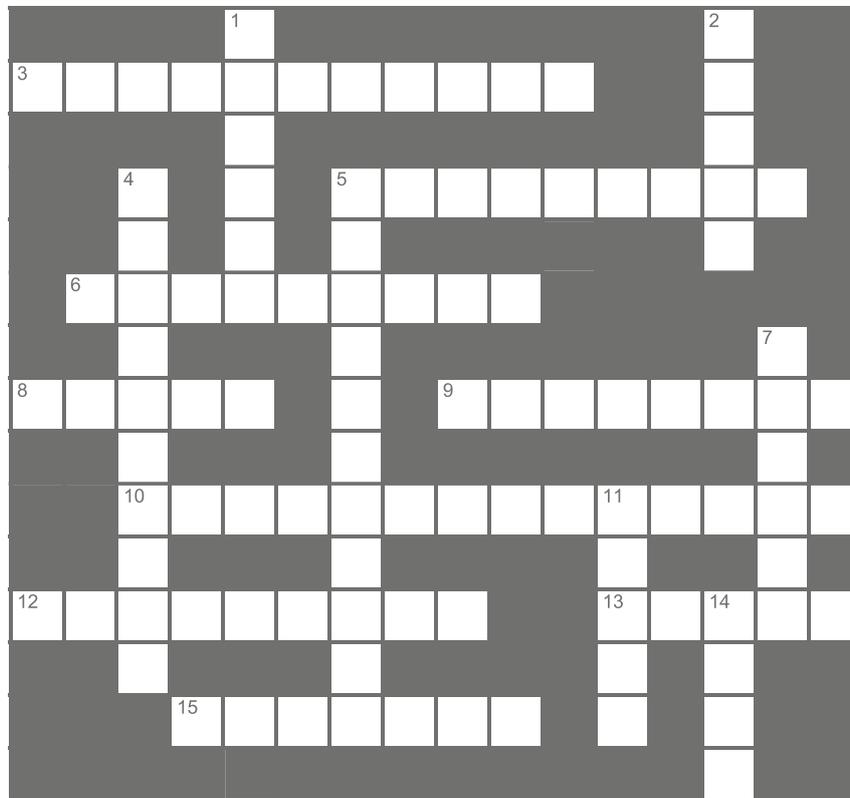
Plus d'analyses concernant la finance inclusive sur l'observatoire GIP Digital Watch.



Les technologies numériques offrent des outils pour la finance inclusive dans les économies du monde.
 Credit: Avocate spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la finance inclusive/Oktobernardi Salam

RGPD: TESTEZ VOS CONNAISSANCES

Le RGPD de l'UE est entré en application ce mois, instaurant des règles plus strictes pour les entités traitant les données personnelles des citoyens de l'UE au sein et en dehors de l'UE. Cette réglementation de 99 articles introduit de nouvelles obligations pour les entités en charge du traitement de données et renforce les droits des individus en matière de vie privée et de protection des données. Testez vos connaissances sur certaines des dispositions les plus importantes de ce règlement à travers ces mots-croisés.



Horizontal

- 3** Un ___ du traitement est une personne naturelle ou une entité qui détermine la finalité et les moyens d'un traitement de données personnelles. (11)
- 5** Le concept de consultation ___ demande aux gestionnaires de données de consulter leur autorité de protection des données afin d'initier un nouveau type de traitement qui pourrait introduire des risques pour les droits et libertés des individus. (9)
- 6** Les gestionnaires et responsables du traitement doivent prendre des mesures pour garantir la confidentialité, l'___, la disponibilité et la résilience des systèmes et services utilisés pour le traitement de données. (9)
- 8** Les données personnelles peuvent être transférées à un pays ___ seulement si la Commission européenne adopte une décision d'adéquation déterminant que le pays en question garantit un niveau adéquat de protection des données. (5)
- 9** La réglementation renforce les conditions en matière de consentement, qui doit être donné librement, spécifique, éclairée et _____. (8)
- 10** Le RGPD instaure le concept d'application extra___, ces dispositions s'appliquant non seulement aux entités basées au sein de l'UE, mais à toute organisation suivant le comportement ou offrant des biens ou services à des citoyens de l'UE. (14)
- 12** Si une ___ de données a lieu, il est probable que cela affecte les droits et libertés des individus, le responsable du traitement a donc l'obligation d'informer les personnes concernées. (9)
- 13** Le RGPD encourage l'élaboration des ___ de conduite pour assister les entités dans leurs efforts pour appliquer concrètement les dispositions de cette réglementation. (5)

- 15** Les entités ayant pour activité principale le suivi régulier des individus doivent désigner un ___ à la protection des données. (7)

Vertical

- 1** Le RGPD établit un ___ européen de la protection des données visant à assurer l'application constante des dispositions de la réglementation au sein de l'UE. (6)
- 2** Egalement connu comme le droit à l'___, le droit à l'effacement permet aux personnes concernées de demander la suppression des données personnelles par des gestionnaires de données, dans certaines situations. (5)
- 4** Le concept de «protection des données dès la _____» requiert les responsables de traitement d'inclure des garanties en matière de données personnelles lorsqu'ils déterminent les moyens de traitement, et non seulement durant le traitement. (10)
- 5** Le droit à la ___ des données donne aux personnes concernées la possibilité de recevoir ses données personnelles d'un gestionnaire des données, et de les transférer à un autre gestionnaire. (11)
- 7** Le RGPD introduit des sanctions significatives pour non-respect de la réglementation, les entités peuvent en effet faire face à des amendes allant jusqu'à ___ % de leur chiffre d'affaires global, ou 20 millions d'euros en cas de violations sérieuses. (6)
- 11** Le droit à l'___ donne le droit aux personnes concernées d'obtenir du gestionnaire des données des informations sur le traitement de leurs données personnelles, notamment dans quel cadre et pour quels motifs. (5)
- 14** Le RGPD est entré en application ___ ans après son adoption. (4)

Down: 1 Comité, 2 Outil, 4 Conception, 5 Responsable, 6 Prétable, 7 Quatre, 8 Tiers, 9 Univoque, 10 Territorialité, 11 Accès, 12 Délégué, 13 Codes, 14 Deux.



Abonnez-vous aux mises à jour de GIP Digital Watch à <https://dig.watch>

Scannez ce code pour
télécharger la version
numérique de la newsletter.

